

Révolution
du Sourire

du rejet au projet !



Collectif Révolution du Sourire du Rejet au Projet

48

Dimanche 19 janvier 2020

N° 05

Une révision de plus, une révision de trop

Hamou BOUMEDINE

Comme à l'accoutumée chaque président qui s'installe en Algérie inaugure son intronisation au pouvoir par un projet de révision constitutionnelle. La démarche de révision vise en premier lieu à vendre à l'opinion publique que cette fois-ci c'est la bonne, le changement va avoir lieu, et de cette révision se réaliseront enfin les plus profondes aspirations du peuple.

Il suffit de relire les lettres d'intention qui précèdent les projets de révision constitutionnelle, et que les médias publics sont chargés d'encenser, pour remarquer que les objectifs sont presque identiques : approfondissement démocratique, participation des citoyens, décentralisation, respect des droits de l'homme…etc.

Dans les intentions, on peut dire que tous les présidents algériens sont des libéraux, mais dans les faits, comme tout le monde le sait, c'est toute une autre histoire.

Avant de continuer dans le sujet, il y a lieu de se poser la question de savoir à quoi sert une constitution, sachant que certains pays en sont dépourvus. En tant que norme supérieure de l'État, la constitution est la source fondamentale du droit public et du droit privé. C'est en référence à elle que s'établissent toutes les lois. Mais avant toute chose une constitution représente un contrat social qui définit les rapports des citoyens avec l'État qu'ils se donnent de manière souveraine. C'est de cette ligne de force que la constitution tire ses trois significations selon les constitutionnalistes : Elle est en premier lieu un symbole dans la mesure où elle incarne la nation avec la spécification de ses fondements historiques, identitaires et culturels pour se différentier des autres nations, en deuxième lieu elle a une dimension éthique parce qu'elle fait toujours de l'État ce que l'on appelle un État de droit, au sens où le pouvoir n'y est pas exercé de manière arbitraire, mais en respect de règles connues et admises, et en troisième lieu une dimension politique qui détermine les organes de l'État et les modalités de leur fonctionnement. C'est ce dernier aspect qui permet de caractériser la nature du régime formellement projeté

Suite page 3.

Grève générale ! Prendre le Pouvoir !

Pour que tout le système parte, ***il faut préparer la grève générale. Elle est le moyen pacifique qui établira les conditions de prise de pouvoir par le Peuple.*** Les précédentes tentatives ont introduit l'idée et montré tout le travail qu'il faut accomplir.

Le changement de système n'interviendra pas par le bon vouloir des décideurs. Les illusions sur cette lubie commencent à tomber. Le vendredi 48 a redonné de la lucidité au mouvement populaire. Le blocus d'Alger n'a pas été levé, les dispositifs policiers ont été renforcés ; l'intimidation par la multiplication des interpellations et les arrestations continue.

Tebboune ne fait qu'exécuter le contrat qui le lie à ses mandants : crédibiliser au maximum la devanture civile de la néo-régence militaro-bureaucratique. Il n'est là ni pour dialoguer ni pour "démocratiser" le système. ***Lui et ses chefs doivent partir et le mouvement populaire n'a que la grève générale pour atteindre cet objectif.***

L'option révolutionnaire de blocage du scrutin a été écartée au moment du *"douze-douze"* ; pour éviter de revenir au même point lors du "referendum constitutionnel" et risquer de voir une poignée d'obligés *"adopter"* un texte constitutionnel après avoir *"élu"* un président : il faut préparer la grève générale ! il fait prendre le pouvoir !

Edito

L'alignement de planètes.

Par Abdelmadjid Doui-Menia

La situation algérienne a permis à un nouveau débat de s'imposer : "la rue a-t-elle une légitimité supérieure à celle du pouvoir, de toute façon illégitime ?"

Il ne s'agit pas de s'engager dans une réflexion de philosophie politique, mais de partir de l'histoire, du passé et des expériences vécues par d'autres nations pour penser le cas algérien.

Avant le fameux "printemps arabe' qui a permis, à défaut de promouvoir la démocratie, de déverrouiller psychologiquement des sociétés, trop souvent complexées, nous pourrions dire castrées, par des pouvoirs violents, usant tantôt de malice tantôt d'arbitraire pour empêcher l'émergence d'une véritable perspective démocratique, il y eut des cas où la rue a tenu à étaler sa légitimité et à la rendre supérieure à celle du régime auquel elle a fait face.



Certes, il a fallu un Gorbatchev pour interdire aux caciques de l'ex-RDA de tirer sur les manifestants pacifiques. Mais c'est bien une mobilisation sans précédent à Berlin-Est, et dans plusieurs villes allemandes jusqu'alors prosoviétiques, qui a créé les conditions du basculement. Le contexte, la fin d'un cycle historico-idéologique ; la sagesse d'un homme, l'ancien président de l'URSS ; l'expression d'aspirations partagées, notamment la liberté et démocratie ; et une manifestation sans précédent, la mobilisation des citoyens Est-allemands : autant de facteurs qui représentent un alignement de planètes. C'est ce qui a permis de changer le cours des choses. Ni la RDA, ni sa Stasi, ni leurs méthodes brutales et sournoises, ni l'aveuglement des dirigeants n'ont réussi à dompter la fureur pacifique.

Oui "la rue", c'est la légitimité. C'est ce que nous enseigne l'histoire. La "rue" c'est la révolution. C'est la raison pour laquelle tous les régimes despotiques,

suite page 3

revolution.sourire.dz@gmail.com  https://www.facebook.com/revolutiondusourire/ 06 52 55 64 96

L'alignement de planètes.

Suite de la page 1

antidémocratiques et brutaux n'ont pas peur des citoyens, mais ils ont une terrible crainte de les voir s'organiser, s'unir, revendiquer des droits, exprimer des slogans, se réunir, débattre et finalement sortir dans la rue pour exprimer leurs doléances. La "rue", c'est la Révolution française qui a scellé la fin des privilèges ; la "rue" c'est aussi la "révolution d'octobre" ; la "rue" c'est enfin la plateforme de la Soummam, à travers laquelle, un groupe de maquisards indépendantistes a décidé de mettre fin à un ordre colonial pour ériger un État juste, libre, social et démocratique. Ceci avant qu'une contre-révolution ne permette à des hommes de pouvoirs et sans envergure, assoiffés de dictature de voler au peuple algérien la révolution qu'il avait soutenue.

Que manque-t-il à la rue algérienne pour qu'elle atteigne son objectif ? La mobilisation, malgré les flux et les reflux et quelques discours défaitistes et autres renoncements, lâchetés et trahisons, est toujours là. La flamme est intacte et pourrait, à tout moment, se transformer, de nouveau, en brasier pacifique. La revendication démocratique continue de s'exprimer à la fois dans la rue, deux fois par semaine, et sur les réseaux sociaux. Le régime ne peut pas tirer dans la foule. Non pas que Tebboune ou Chengriha seraient des Gorbatchev. Il ne manquerait plus qu'on leur accorde un prix Nobel de bonté. Si Tebboune ou Chengriha, comme avant eux Gaid Salah, ne donnent pas l'ordre de tirer, c'est parce qu'ils ont peur, non pas de la rue, cette fois-ci, pour laquelle ils n'ont que mépris, mais de la communauté internationale, des ONG et des magistrats de La Haye, de plus en plus intraitables avec ce genre de régime. Que manque-t-il ? Un projet politique rédigé sur plateforme, une organisation du mouvement qui doit, à terme, accepter la représentativité et le basculement du mouvement de marches à manifestations et de manifestations à grèves, désobéissance civile.

C'est ce qui maque pour réaliser l'alignement des planètes.

Abdelmadjid Doui-Menia

Début d'organisation des universitaires

Cette semaine s'est tenu une "Coordination Nationale des Universitaires algériens pour le changement (CNUAC)". Différends collectifs venus de Vgayet, Alger, Annaba, Oran, Mestghanem, Oum El Bouaghi, Constantine se sont rencontrés à Alger et ont jeté les bases d'une coordination nationale. Cette action vient enrichir l'expérience du mouvement populaire.

Une déclaration de constitution a été rendue publique à l'issue de cette première réunion nationale. En outre, les présents ont désigné neuf délégués chargés d'assurer la liaison et la coordination d'ici la prochaine rencontre. Ils ont aussi acté le principe d'une présidence tournante pour leur structure.



Cette rencontre a été l'occasion d'établir un instantané de l'état de la mobilisation au sein de l'université. Des collectifs existent au sein de différentes universités, mais l'état des rapports de force est inégal. Les situations varient entre des configurations où les universitaires ont énormément e mal à se déployer à l'intérieur ou en dehors de l'université à d'autres où, malgré les embuches, ils réussissent à jouer un rôle significatif et parfois moteur.

À Oran, Tlemcen et Oum El Bouaghi, les collectifs universitaires évoluent encore dans de dures conditions. Ils maintiennent tout de même leur existence et essaient de trouver le moyen de la prolonger dans des dynamiques plus importantes. À Constantine, le CRUSH, s'investit dans l'organisation d'agoras dans la ville. Ces forums alimentent et entretiennent la mobilisation. Ce lien avec les milieux populaires est aussi présent à Mostaganem. Des milieux marqués par une très forte opposition au dialogue et au compromis. Vgayet est l'expérience phare. L'université tente de rayonner sur toute la wilaya. À Tizi-ouzou comme à Vgayet, les débats étaient organisés à l'intérieur de l'auditorium, mais l'administration a décidé de les fermer. Depuis le cycle d'échange a été interrompu à Tizi-Ouzou, mais à Vgayet ils continuent en plein air. L'expérience du collectif NÛR d'Annaba est tout aussi intéressante. Ce collectif aussi développe une collaboration avec les collectifs qui existent au niveau de la ville. Confronté aux mêmes empêchements de la part de l'administration, il se replie sur l'utilisation de salles pédagogiques ou des rencontres en plein air. Ces initiatives, bien que modestes, se déploient ans un secteur où le potentiel e mobilisation reste quasiment en friche. À Alger, les pressions sont très fortes.et l'administration parvient jusque-là à s'imposer.

Les universitaires qui se sont rencontrés dans le cadre de cette initiative ont souligné la responsabilité qui leur incombe de façon particulière en tant que strate spécifique de la société, mais aussi et avant tout en tant que citoyennes et citoyens : Contribuer à éclairer la dynamique populaire dans l'optique de construire une nouvelle citoyenneté et proposer des objectifs et des valeurs par une plateforme démocratique. Ils ont conclu qu'il leur faut se réapproprier l'espace universitaire, dynamiser la réflexion et la production d'idées qui alimenteront la révolution démocratique et lui proposeront des tâches réalistes. Cette action doit insuffler l'espoir pour une transition vers une Algérie libre, démocratique, sociale et civile.

La coordination entend s'inscrire dans l'Algérie nouvelle en rupture avec les pratiques du système. Elle se dit consciente des attentes que la société cultive à l'endroit des universitaires et aussi que l'impact de l'université sur la dynamique actuelle reste encore modeste.

Une révision de plus, une révision de trop

suite de la page 1



En gardant à l'esprit ces principes, on peut déduire qu'une révision majeure d'une constitution n'intervient que dans des situations exceptionnelles de refondation de l'État et de changement de régime, et ce pour répondre à une exigence profonde de la société. Or l'initiative de A.Tebboune souffre d'un péché capital : celui qui veut l'engager est décrié, à juste titre, par la majorité du peuple algérien comme un président désigné par l'État-major de l'armée, et à contrario de ce qui est recherché par le mouvement populaire, le « Hirak », comme demande profonde est justement l'instauration d'un État droit avec une primauté du civil sur le militaire : *dawala madania matchi âskaria*. Alors, comment quelqu'un qui est considéré comme le prolongement naturel de l'ancien système, et sa profession de foi à Bouteflika est encore toute fraiche dans les mémoires pour en douter, peut-il conduire vers le changement ?

Souffrant d'une double fragilité, car impuissant devant ceux qui l'ont désigné et impopulaire par la force des événements, il ne peut agir qu'en qualité de chef d'État diminué. Ce qui nous ramène à la triste équation algérienne : on est sorti de l'ère d'un président malade pour entrer dans celle d'un président faible.

Le seul objectif réel que cache cette initiative de révision constitutionnelle est la légitimation de la fonction présidentielle après la mise à nue de la parodie électorale du 12 décembre dernier. Nous en sommes, de ce point de vue, dans les mêmes pratiques antérieures : instrumentalisation des institutions et de la constitution à des fins politiques, dans les pires réflexes des régimes néopatrimoniaux. Mais a-t-on mesuré toutes les conséquences de cette consultation ? Quels seront les effets d'un nouveau boycott actif de la Kabylie qui marquera une rupture constitutionnelle avec l'État algérien ?

Avant de songer à réviser la constitution, il faut d'abord répondre à la question pourquoi la constitution actuelle n'est pas appliquée, pourquoi il a fallu que le peuple descende dans la rue pour que le 5e mandat soit annulé alors que le Conseil constitutionnel aurait dû invalider la candidature du 4e mandat de Bouteflika. La question est de savoir comment des juges ont criminalisé le port du drapeau amazigh, sur injonction de l'ex-chef d'État-major, alors qu'aucun article du Code pénal ne le prévoit.

Fondamentalement, une loi devient une loi et non un fait du prince que si un peuple est prêt à se sacrifier pour elle pour l'appliquer. C'est tout dire ce que représente la souveraineté populaire comme socle de modernité dans la notion de droit.

Hamou BOUMEDINE

Le système n'est la mère de personne

Par Mohand

Cette semaine a vu de nombreuses interventions nous déclamer l'oraison funèbre de la Révolution. Toutes partagent un point d'amorce commun : celui de faire l'impasse sur l'illégitimité du pouvoir, sur sa nature patrimoniale et sur les immenses intérêts qu'il cristallise. Il faut dire que, dans sa stratégie de maintien, la néo-régence d'Alger mobilise toutes les forces qui lui sont peu ou prou acquises, qu'elle peut s'aliéner ou contraindre. Elle veut venir à bout du Peuple, le somme de se ranger, de refréner sa fougue révolutionnaire et de laisser les sachants et les raisonnables le conduire et réaliser son bonheur.

Une situation qui, à vrai dire, a plus qu'un air de déjà-vu. Elle rejoue, thème pour thème, les intrigues et les complots de l'été 1962. À l'époque, sur le cadavre des wilayates combattantes et sur ceux des héros authentiques du combat libérateur, l'État-major, par un odieux chantage à la guerre civile, soumet la nation à sa volonté et installe un président lige. Aujourd'hui, le remake est parfait. La même menace est brandie : si vous n'acceptez pas l'élu des militaires, le chaos va s'abattre sur vous ! Selon cette propagande, l'entêtement du Peuple va causer l'irréparable.

Pourtant, n'en déplaise aux autoproclamées "génération" d'éternelle jouvence, dont la nouveauté est passée depuis belle lurette, aux chroniqueurs des alcôves du pouvoir ou aux impénitents postillonneurs, le Peuple, cette Altesse Majestueuse, persévère dans le sillon qu'il s'est tracé : "Yetnehaw Ga3", les mauvais augures compris.

Même si les pédants et les parvenus n'ont pas l'intelligence de lire les situations avec l'éclairage de l'histoire ou que, par contrainte ou consentement, ils y renoncent, le Peuple, pour sa part, garde gravées dans sa chaire et sa mémoire les leçons du viol opéré à l'aurore de l'indépendance. Il sait que son indépendance passe par le dessaisissement du commandement militaire et sa mise aux normes démocratiques. Il sait que Gaïd Salah n'était que le *primus inter pares*. Sa disparition n'a pas dépouillé les militaires de leur mainmise sur le pouvoir politique ; elle a encore moins fait de Tebboune un prince. Peut-être que s'il se révèle mégalomane, comme Ben Bella, et qu'il se croit réellement investi de puissance, dans ce cas, le risque pour lui sera d'être conduit au cachot en pyjama. Ou bien ira-t-il dans une voie qui fera de lui un Bendjedid, un Zeroual ou encore un Bouteflika, démissionné par ses mandants. Mais il est peu probable qu'il pousse le bouchon jusqu'à mériter le sort héroïque du Président Boudiaf. Mais, il est certain qu'intronisé par des prétoriens il restera et demeurera leur redevable.

Le Président qu'on veut nous vendre a été désigné par un État-major qui n'a pu mobiliser que 8% du corps électoral. Il nous est présenté comme l'élu détenteur des pouvoirs dont il faut attendre le salut ; le libérateur attendu alors qu'il promet plus qu'il ne fait. Il continue à museler la presse, à dompter la justice, à boucler la Capitale et à recycler la canaille clientéliste. On s'entend dire qu'il fera demain le contraire de ce qu'il accomplit aujourd'hui et qu'il a cautionné hier. Une fois dépouillé des belles tournures et des phrases bien faites, le propos des postillonneurs, des chroniqueurs mondains et autres générations juvéniles, se révèle être un banal recèle des éléments de langage de la police politique, la gardienne du temple et la redoutable force de frappe du système.

Il faut tout de même avoir une sacrée dose d'arrogance pour nous vendre le marathon funèbre en obsèques présidentielles et la parade martiale en émotion populaire. Il en faut aussi pour oser tenir la gloriole fabriquée à coup de zooms rapprochés ou d'images bidouillées pour un sacre populaire. Voilà donc que les basses besognes des télévisions caniveaux ou abîmées sont devenues des références es vertu ! On nous dit que ce moment e reflux est l'effondrement définitif de de la mobilisation populaire. Et pour valider ce fantasme, on passe sous silence l'odieuse pression répressive exercée dans les campagnes. Et là on nous dit : la révolution et captive des centres urbains, elle est boudée par la périphérie rurale. Quel mensonge ! La police se déchaine à Tiaret, Sidi Bel Abbes, Sétif, Bordj Bouareridj et les citoyens gardent leur sérénité et restent pacifistes. C'est cela que vous appelez la "fin du Hirak" ?

La petite bourgeoisie a toujours eu des caractéristiques peu flatteuses. Instable et bloquée au creux de l'ascenseur social, elle est sentencieuse à l'endroit de la populace dont elle a quitté la condition et envieuse des possédants qu'elle s'efforce de mimer à défaut d'en être. Toujours aveuglée par ses peurs, elle ne pèse jamais sur le rapport de force ; elle balance toujours du côté du plus fort… du moment. Elle ne parle des valeurs et principes que pour masquer son inconsistance. Alors, comment s'étonner que ses représentants les plus en vue s'empressent de faire étalage de leur allégeance au pouvoir qui, leur semble-t-il, a désormais *"les cartes en main"* ?

Ils sont pathétiques, ils ont d'abord vendu la peau du pouvoir avant de l'avoir abattu ; les voilà qu'ils condamnent la révolution avant qu'elle n'ait dit son dernier mot. Ils se disent d'une grande intelligence alors qu'ils ne tirent même pas les leçons de ce qu'ils prennent en modèle. En laissant choir la justice, Camus avait choisi sa mère ; mais, particulièrement celui qui se croit son épigone, eux se détournent de la justice sans même savoir au nom de quelle ultime justification ils commettent l'odieuse turpitude ! Parce que, après tout, il faut le leur dire : le système n'est la mère de personne.

CONSTITUANTE



L'assemblée constituante n'est pas une assemblée comme les autres. Elle est un moment fondateur ; un moment d'émancipation. Le moment où le Peuple se donne la Loi. Une Loi qui vient du Peuple lui-même, pour qu'il se gouverne par lui-même et pour lui-même. C'est le mécanisme par lequel il met à bas la tyrannie et foule au pied les privilèges.

Bien que la convocation d'une assemblée constituante soit un moment historique, elle reste celle dont les modalités d'élection sont les plus simples. Ni loi électorale compliquée ni circonscription alambiquée issue de charcutages compliqués. Le vote se fait dans une circonscription unique et le mode le plus simple : la proportionnelle intégrale.

Comme si elle est une singularité, elle part d'une finalité qui la précède ; un corpus qui la précède et s'impose à elle avant même qu'elle ne soit. Un peu comme cette tête d'épingle qui concentre tout le poids de l'univers, elle accumule dans sa durée éphémère un impact perpétuel. Nécessairement inscrite dans un instant, elle ne s'acquitte de sa mission que si elle élève le politique au plus haut niveau de transcendance.

Elle est réputée souveraine, mais cette souveraineté est dans son niveau de conformisme à sa finalité, comme si tout est écrit avant même qu'elle ne s'acquitte de sa tâche. Elle ne peut remettre en cause le Peuple dans son statut de Souverain. Elle ne peut lui imposer ou lui élire une autre autorité. Elle-même ne tire son essence et sa légitimité que de l'inaliénable et incessible autorité du Peuple.

La Constituante est mise en place pour sublimer la Liberté et le Droit ; elle ne peut ni les rogner ni les hypothéquer. Elle n'est pas le lieu de leur négociation. Sa seule convocation signifie que le combat contre la tyrannie, l'hégémonisme et l'autoritarisme, l'engagement pour l'émancipation sont déjà gagnés. Elle acte qu'il n'y a d'autre souverain que le peuple, que la Liberté est le privilège de chacun et que le Droit et le même pour tous.

Cette finalité se joue dans le processus qui mène à ce moment particulier de convocation de la Constituante. C'est aujourd'hui dans les mobilisations hebdomadaires, les agoras cycliques, les débats et les discussions, aussi modestes soient-ils, que se dessine l'ADN de la future constituante.

Commentaire

Le Gouvernement Djerad : Autarcie et équilibres de clans

Comme si plus de dix mois de mobilisation populaire ne l'avaient pas ébranlé, le pouvoir tente de donner de lui une image de puissance et d'autorité. Pourtant, il suffit d'avoir un sens politique modéré pour relever la situation réelle où il se débat. Imposer un président par le truchement 'une désignation déguisée ne suffit pas à lui redonner une cohésion perdue, ni une crédibilité désormais de plus en plus hors de sa portée.

Deux semaines après son investiture, le 19 décembre, le président désigné, Abdelmadjid Tebboune, a fini par constituer son gouvernement. À vrai dire, la constitution de ce cabinet a pris bien plus de temps. Au moins trois semaines, sinon bien plus si l'on garde à l'esprit que le 12 décembre est une désignation qui n'a aucune once d'un suspens électoral. Les auteurs du coup de force contre la souveraineté populaire semblent n'être d'accord que sur la pérennisation du système.

Pour contenter les appétits des uns et des autres, il leur a fallu un gouvernement pléthorique ! 39 postes, c'est tout de même exagéré pour un gouvernement censé ne durer que de six à dix mois. Le chantier constitutionnel vers *"l'instauration d'une nouvelle république"* ouvert par A Tebboune donne cette fourchette pour la date de péremption de ce gouvernement et de ces ministres. Alors, pourquoi en avoir nommé autant ? À moins qu'il ne soit prévu qu'ils survivent à la *"grande mutation"*… Retenons aussi que le quart d'entre eux est issu des précédentes équipes Bouteflikiennes ; pour faire la "*ruptures*" on attendrait d'autres que ceux-là ! Pour le reste, la composante n'est pas plus rassurante. Quelques-uns viennent de staffs des candidats aux précédentes présidentielles avortées d'avril et juin ; d'autres se sont fait connaître dans les simulacres de dialogue et autre instance indépendante d'organisation des élections.

Pour former cette équipe, *les décideurs* ont puisé dans le seul vivier du système. Il en résulte un gouvernement autarcique qui ne peut revendiquer aucune prise significative sur l'insurrection populaire ni, d'ailleurs, prétendre à une quelconque ouverture. Un gouvernement marqué par l'ésotérique alchimie du maintien des équilibres claniques, logique caractéristique des démarches du pouvoir depuis ses origines. Cet état de fait témoigne, en lui-même, de l'isolement du système et du pouvoir autiste qui l'incarne. La démarche est tellement atavique qu'ils ont maintenu les ministères des moudjahidines et des Affaires religieuses ce qui sonne, comme me le soulignait si justement un ami, "*comme une agression à l'intelligence et aux aspirations démocratiques de tous les Algériens, y compris certains qui soutiennent le système*".

La question de l'armée et du ministère de la Défense mérite, elle aussi, d'être commentée. Suite à la disparition d'Ahmed Gaïd salah, Abdelmadjid Tebboune a été intronisé ministre la défense sans que l'intérimaire du Chef d'État-major n'endosse le statut de vice-ministre. L'annonce du décès de l'homme fort du régime et celle de la désignation du ministre de la Défense ont été simultanées. Pourtant un certain flou a perduré. Rien n'est venu formaliser cette configuration improbable qui ne doit pas tenir du choix, mais plus de l'option par défaut. La disparition du vice-ministre a dû bousculer les plans des décideurs. Sans elle le poste de vice n'aurait disparu qu'à la condition que son titulaire soit promu ministre de la Défense. Mais il semble que pour le moment, sauf à considérer le président désigné comme le nouvel homme fort du régime, il ne peut pas y avoir de vice-ministre ou de véritable ministre de la défense. Aux obsèques du défunt AGS, le nouveau Chef d'État-Major est apparu flanqué du secrétaire général du ministère de la défense et du plus vieux des généraux, le corps d'armée Ben Ali Ben Ali.

Dans cette curieuse configuration, déborde largement son statut militaire et empiète sur celui politique, au titre de sa responsabilité opérationnelle, le général-major Chengriha, chef d'état-major par intérim, a été amené à présider des réunions de niveau ministériel. Curieuse et problématique situation. Avec un président - ministre de la Défense qui doit tout à ceux qui l'ont intronisé, le collège des militaires semble encore travaillé par une importante instabilité. Cette situation va-t-elle évoluer vers une plus grande affirmation de Tebboune ou vers l'apparition d'un nouvel homme fort du système qui incarnera le cœur du système ?

Pour le moment, le système s'abandonne à la tentation du recours à la force pour tenter de venir à bout de la Révolution. Son dessein est l'isoler en Kabylie et dans les villes. Il accentue la pression policière à l'intérieur du pays et mobilise les pires canailles pour introduire la violence dans une dynamique qui a consciemment fait le choix du pacifisme. Cette agression du mouvement populaire, plutôt que de le réduire, l'acculera à passer le gap de l'élévation de son niveau d'organisation. De toute façon, à contrario de ce que laissent paraitre les apparences, l'unité du mouvement populaire est bien plus solide que celle que le système prétend avoir retrouvée.

Kamel Ramzy

ASSEGWAS AMEGGAZ !

Yennayer... Mes toutes premières joies d'enfant. A Kenadsa, tandis que le soleil taquinait les dunes-rempart veillant sur le Ksar,et que nos gens priaient pour leurs absents et pour ceux qui, en ces années 1950, avaient rejoint le maquis, nous étions, nous les mioches aux fesses nues, sur un nuage. Nos yeux pétillaient d'impatience et nos petites lèvres bleutées salivaient déjà au festin qui nous attendait. Nous savions, malgré la disette traditionnelle qui sanctionnait nos jours, que Yennayer échappait aux misères du monde entier. C'était un jour béni, Yennayer. Un jour miraculeux car, par on ne savait quel enchantement, comme descendus du ciel, des paniers en osier chargés de bonbons et de fruits secs jonchaient nos tables d'habitude sinistrées. Yennayer, c'était l'éveil au partage, à la générosité et au pardon. Si nos ventres étaient vides, nos têtes étaient remplies de songes magnifiques chaque fois que les grandes personnes évoquaient, pour bercer notre âme de mioches, la fête de Yennayer. Une fête qui remonte à la nuit des Temps et qui nous éclaire tous les ans comme une aube nouvelle de l'Humanité. Yennayer est la preuve que notre culture est aussi vieille que le monde, que nous avons de qui tenir et que nous sommes immortels. Aussi célébrons-la dans l'amour et l'unité puisque nous sommes les maillons indéfectibles de l'authenticité. Bonne année berbère à tous et à toutes, et toutes nos prières pour l'Algérie et pour que la paix revienne sur la terre des Hommes.

Yasmina Khadra

Nour El Houda OGGADI

Etudiante de Tlemcen Détenue pour son engagement dans la mobilisation populaire

Liberté pour tous les détenus d'opinion !

A bas l'Arbitraire !